«Claude Kern - « Allez-vous sacrifier un fleuron de notre industrie et des milliers d'emplois par prudence excessive ? »»

31/03/2016

Claude Kern - « Allez-vous sacrifier un fleuron de notre industrie et des milliers d'emplois par prudence excessive ? »

Claude Kern, sénateur du Bas-Rhin, a interrogé ce jour Manuel Valls au sujet de la décision du Gouvernement de ne pas retenir d'emblée Alstom pour la fourniture des futurs trains Intercités. Le recours à l'appel d'offres génère les plus vives inquiétudes pour les salariés d'Alstom-Transport des sites d'Ornans, du Creusot, de Tarbes, de Villeurbanne, de Belfort et de Reichshoffen. « Quelles mesures allez-vous mettre en place pour répondre à la détresse des salariés d'Alstom et aux handicaps des territoires concernés ? » a demandé le sénateur au Premier ministre.

« *Avec cette décision, vous dictez l'arrêt de la production sur ces sites en 2017 et vous mettez en péril les emplois de plusieurs milliers de salariés d'Alstom et de ses partenaires. Pour un Gouvernement qui se dit soucieux de l'emploi, permettez-moi de vous dire que les bras m'en tombent…* » a déclaré le sénateur.

Claude Kern a rappelé que cette décision aura pour conséquence le renchérissement de 800 Millions d'euros du coût d'acquisition du matériel et des retards de 4 ans des délais de livraison.

« *Au final, tout le monde est victime de cette décision : les salariés, les finances publiques et les voyageurs qui souffrent de la vétusté de ces trains* » a déploré le sénateur.

Interrogé par courrier par le sénateur, le Secrétaire d'Etat Alain Vidalies a avancé des raisons de sécurité juridique pour justifier le choix d'un appel d'offres. « *C'est vrai, l'application des contrats-cadres existants présentait un risque juridique puisqu'aucun texte ne définit une ligne de partage claire en la matière. Néanmoins, les meilleurs juristes ont souligné combien ce risque reste très mesuré* » a expliqué Claude Kern.

Alors que le Sénat accueille ce jour de nombreux entrepreneurs dans le cadre de la journée des entreprises, le sénateur s'est étonné des choix du Gouvernement : « *vous faites le choix de la prudence excessive en sacrifiant un fleuron de l'industrie nationale, au détriment du maintien de plusieurs milliers d'emplois. Un risque modéré pèse-t-il plus dans la balance que les conséquences économiques et sociales induites par le lancement d'un nouvel appel d'offres* ? »

Pour Claude Kern, « *le véritable courage politique eût été d'affronter ce risque et d'appliquer les contrats-cadres existants. Les parlementaires des territoires concernés attendent toujours leur rendez-vous* ».

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC